

HILLTOP MOBILE HOMES SALES LTD. LONDON (ONT.)

Question n° 162—**M. Roche:**

L'A.C.D.I. achète-t-elle des maisons mobiles de Hilltop Mobile Homes Sales Ltd., London (Ont.) pour une valeur contractuelle totale de \$235,444 et, dans l'affirmative, a) combien, b) dans quel but?

M. Louis Duclos (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui. a) 4. b) Les maisons mobiles serviront à loger les conseillers canadiens qui participent à un projet financé par l'ACDI de formation de pêcheurs, en Colombie. Après leur départ, ces maisons seront habitées par les enseignants colombiens qui prendront la relève.

LE PREMIER CONSEILLER LÉGISLATIF ADJOINT DE L'AVOCAT-CONSEIL

Question n° 214—**M. Jones:**

1. Qui a été nommé premier conseiller législatif adjoint de la Section de la planification des programmes législatifs? Quelles sont ses compétences? Quelles seront ses fonctions?

2. Qui a été nommé avocat-conseil à la Section de la législation et règlements (version française)? Quelles sont ses compétences? Quelles seront ses fonctions?

3. Pourquoi a-t-on créé ces deux postes? Ces deux nouveaux postes rendent-ils inutiles d'autres postes déjà existants et, dans l'affirmative, lesquels?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Justice): 1. M. Gérard Bertrand, c.r.; qualifications: LL.L. 1952 Laval; reçu au Barreau du Québec en 1952; 1972 à 1976, secrétaire adjoint du cabinet (législation et planification parlementaire); registraire de la Cour suprême du Canada de 1976 à 1978; fonctions: de concert avec le premier conseiller législatif, il conseille le gouvernement sur des questions de politique législative et veille à faire respecter les normes qualitatives élevées qui régissent la rédaction des lois pour le gouvernement; en l'absence ou au nom du premier conseiller législatif, il approuve la version finale des textes de lois à soumettre au cabinet.

2. M. Rémi Geoffrion, c.r.; qualifications: LL.L. 1957, Montréal; reçu au Barreau du Québec en 1957; 1957 à 1967, pratique privée à Montréal; 1967 à 1978, section de la législation du ministère de la Justice, responsable de la version française des textes de lois; fonctions: agit à titre de conseiller spécial auprès des rédacteurs de la version française des lois et règlements; surveille le remaniement de la version française des statuts en prévision de la prochaine révision.

3. Ces deux postes ont été créés dans le cadre d'un plan d'ensemble élaboré à la suite des recommandations du Commissaire aux langues officielles relatives à la section de la législation du ministère de la Justice. Les responsabilités afférentes aux postes sont nouvelles et ne sont prévues dans aucune autre description de poste.

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—LES AVOCATS DE LA CIRCONSCRIPTION DE PROVENCHER

Question n° 251—**M. Epp:**

Du 1^{er} juin 1974 jusqu'à ce jour, quels avocats de la circonscription électorale de Provencher ont obtenu du travail du ministère des Approvisionnement et Services et quels honoraires chacun a-t-il touchés chaque année?

Questions au Feuilleton

M. Claude-André Lachance (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): En ce qui concerne les mandataires contractuels du ministre de la Justice: Aucun.

LE PROJET ARCHE—I.-P.-É.

Question n° 416—**M. Brisco:**

1. A-t-on cherché à embaucher des Canadiens aussi compétents que les Américains qui travaillent au projet Ark à l'Île-du-Prince-Édouard et, le cas échéant, comment?

2. Une demande de brevet a-t-elle été présentée au Canada pour les pièces fabriquées aux États-Unis et destinées au projet Ark?

3. Le plastique utilisé pour la serre du projet Ark a-t-il été importé des États-Unis et, dans l'affirmative, a-t-on essayé de faire fabriquer le même type de plastique au Canada et, le cas échéant, par qui?

4. Le rapport sur le projet Ark soumis au gouvernement mesure-t-il trois pieds de long et est-il disponible, en nombre limité, à un prix variant entre \$200 et \$250 l'exemplaire?

M. Pierre Bussièrès (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources répond comme suit: 1. Oui. Le directeur du projet Arche est canadien et six (6) membres du New Alchemy Institute associés au projet Arche sont des Canadiens. Les deux (2) autres membres sont des immigrants reçus. La construction de «l'Arche» a été confiée par adjudication à des sociétés de l'Île-du-Prince-Édouard, dont quelques-unes ont à leur emploi une minorité de citoyens des États-Unis d'Amérique.

2. Non.

3. Tout le plastique utilisé dans l'Arche a été acheté de la Chemacryl Plastic Company, de Toronto (Ontario). A une exception près, tous les éléments en plastique ont été fabriqués au Canada.

4. Non. Environnement Canada a publié en 1977 une brochure gratuite intitulée «L'Arche de sagesse». Le New Alchemy Institute a publié, en 1976, un livre sur l'Arche qui se vend \$200.

LES DÉCRETS DU CONSEIL

Question n° 517—**M. Mazankowski:**

Combien d'arrêtés en conseil ont été rendus du début de 1977 au 31 octobre 1978 et combien ont été publiés dans la Gazette du Canada?

M. Yvon Pinard (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):

| Année | Rendus | Publiés dans la Gazette du Canada |
|---------------------------|--------|-----------------------------------|
| 1977 | 3,746 | 860 |
| 1978 (au 31 octobre 1978) | 3,311 | 686 |

N.B.: Certains décrets pris en vertu de lois particulières doivent être publiés dans la Gazette du Canada; les autres ne le sont pas, même si tous les décrets sont des documents publics dont la liste est déposée régulièrement à la Chambre des communes. Les conditions relatives à l'examen des décrets et à l'obtention d'exemplaires sont énoncées à l'article 21 du règlement promulgué en vertu de la loi sur les textes réglementaires (Gazette du Canada, Partie II, vol. 105, n° 22)